

COMMUNIQUE DE PRESSE

Coup d'arrêt du CSIS : L'occasion manquée d'une « nouvelle gouvernance » appliquée aux investissements.

Les Conférences de PCME des CH et CHU ont pris connaissance avec inquiétude de la dilution des fonctions du Conseil Scientifique de l'Investissement en Santé au sein de l'ANAP dans les suites du rapport IGAS d'octobre 2024.

Si elles partagent l'importance de pérenniser la nouvelle approche mise en œuvre dans les suites du Ségur de la Santé, en remplacement du COPERMO, elles s'élèvent contre le démantèlement annoncé d'une structure qui a su accompagner près de 29 projets d'investissement et produire des guides qui font désormais référence pour les établissements et les Agences Régionales de Santé.

En effet, la qualité des avis collégiaux et recommandations formulées, prenant appui sur une analyse indépendante et pluri-professionnelle, a contribué à faire évoluer l'offre de soins sur les territoires concernés en positionnant le projet médico-soignant et la réponse aux besoins de la population au centre des réflexions. La complémentarité des profils des professionnels de terrain - *médicaux, soignants, directeurs, financiers, DIM, ingénieurs* -, dont les compétences se sont enrichies mutuellement au cours de leurs missions, leur engagement sans faille et le haut niveau de leur expertise ont démontré la force de ce collectif hospitalier. Il est ainsi l'incarnation même de ce qu'il y a de meilleur dans une gouvernance partagée et apaisée exclusivement tournée vers la meilleure réponse à donner aux besoins de santé d'un territoire. Il a de ce fait contribué de manière décisive à l'avènement de projets d'investissement majeurs dans un contexte budgétaire, médical et politique d'une très grande complexité.

La réitération d'une gouvernance administrative, centralisée et dépendante de la seule performance médico-économique, au sein d'une agence d'état généraliste, porte très clairement le risque de voir perdre ces compétences et la dynamique engagée. Ce retour en arrière constituerait un très mauvais signal envoyé à des hospitaliers désemparés devant l'absence de perspectives positives sur l'investissement hospitalier. Une politique nationale sur le sujet mériterait d'ailleurs d'être établie de toute urgence au regard des enjeux liés à l'incapacité des établissements à porter ces investissements dans le contexte économique et financier actuel.

Les Conférences appellent à revoir le modèle proposé et à capitaliser sur l'expertise du CSIS, pour lui permettre de poursuivre son action en complémentarité avec les agences sanitaires. Son rôle mériterait d'être élargi et reconnu réglementairement, en sus de la circulaire du Premier Ministre, afin d'aider les établissements et GHT dans leurs futurs projets d'investissement et de réorganisation.

Contacts :

Dr Thierry GODEAU

Président de la Conférence Nationale des Présidents de CME des Centres Hospitaliers

Pr Rémi SALOMON

Président de la Conférence Nationale des Présidents de CME des Centres Hospitaliers Universitaires